

MOTION D'ORIENTATION POLITIQUE

L'UPF a été fondée afin de regrouper tous les militants gaullistes et républicains qui ne se reconnaissent ni dans l'actuelle majorité présidentielle issue de l'UMP et de ses affidés, ni dans le parti socialiste et ses alliés.

L'UPF se situe donc clairement dans l'opposition à Nicolas Sarkozy et représente une alternative globale au régime des partis de la pensée unique qui domine actuellement notre vie politique.

L'UPF réaffirme sa fidélité aux valeurs du gaullisme dont le projet politique se situe aux antipodes d'un socialisme archaïque, d'un étatisme bureaucratique et inefficace et d'un capitalisme dérégulé où règne la "concurrence libre et non-fauscée" et rappelle qu'il n'y a pas de progrès économique sans justice sociale.

Sur ces bases là, l'UPF appelle au rassemblement le plus large de tous les militants partageant des analyses proches quels que soient leurs origines et leurs itinéraires politiques personnels.

Aujourd'hui, la France est à la croisée des chemins : soit elle continue de se dissoudre dans l'Europe libérale et mondialiste en renonçant à sa souveraineté, soit elle opte pour le sursaut indispensable au retour des valeurs de la République et de la grandeur de la France.

L'UPF défendra ces principes dans tous les scrutins à venir et notamment lors des prochaines élections européennes de juin 2009.

L'enjeu de ce scrutin est multiple : la défense de la souveraineté nationale de la France, notre refus de l'Europe suprationale actuelle, la promotion d'une France indépendante de l'OTAN, la réaffirmation des valeurs de la République ainsi que des nouvelles orientations économiques et sociales qui en découlent au regard de la crise économique et financière actuelle.

Comme elle le fait depuis plusieurs mois, l'UPF appelle donc tous les militants et tous les mouvements se réclamant de la souveraineté nationale à s'unir pour ces élections capitales. La responsabilité de chacun est immense. Aussi, ceux qui voudraient faire cavalier seul échoueront et porteront la responsabilité de cet échec.

Paris, le 22 novembre 2008